

VUK JEREMIC

Ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU ; ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

Richard Cooper, professeur d'économie à l'université d'Harvard

We will move to Mr Jeremić.

Vuk Jeremic, ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU ; ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

Trois événements importants auront lieu l'an prochain : la Conférence sur le financement du développement (juillet, Addis-Abeba), le lancement des Groupes de décisions stratégiques (GDS, septembre, NYC) et la Conférence des parties (CDP 21, décembre, Paris). Notez que les bases de la réussite de cette dernière sont actuellement mises en place à Lima par la CDP 20. Le déroulement des deux autres AG est piloté par le parlementaire Kutesa (et s'annonce bien : le groupe de travail a produit une ébauche solide).

Dans un an environ, nous saurons si les résultats cumulés se traduiront par un succès. (Le succès suppose la transformation de « l'économie brune » d'aujourd'hui en « l'économie verte » de demain.)

Les récentes annonces sino-américaines qui ont suivi les annonces européennes nous donnent des raisons d'être optimistes. Mais il reste peu de temps : le seuil de deux degrés de réchauffement qui sera probablement franchi, la décarbonisation profonde exige un effort massif des gouvernements, du secteur privé, des ONG et que tout le monde travaille ensemble dans la perspective d'un changement global incluant la façon dont nous utilisons l'énergie au quotidien, dont nous construisons les villes, dont nous modernisons nos usines...

Nous n'en sommes pas là. Lors de mon expérience de ministre des Affaires étrangères en Serbie, j'étais peu impliqué dans le mécanisme des CDP et la plupart de mes collègues étaient dans la même situation. La plupart des diplomates aussi (ainsi que les chefs d'État, etc.). Quand j'étais parlementaire à la AMP (Action mondiale des parlementaires), j'ai souvent dit que le changement climatique devait être au cœur des préoccupations nationales de chaque pays et le développement durable infléchir la vision du monde des principaux décideurs et tenir la place qu'il mérite dans la conduite des relations internationales au XXI^e siècle. S'il y a du progrès (par exemple le sommet des Nations unies de septembre 2014), il reste encore du chemin à parcourir...

Les problèmes mondiaux exigent une conscience mondiale afin de trouver des solutions mondiales, en n'excluant aucune nation et en s'assurant qu'aucune nation ne se désolidarise. La coordination mondiale est excessivement complexe, dans le meilleur des cas...

Et nous sommes loin du meilleur des cas : nous avons une situation géopolitique suboptimale, en conséquence, parvenir à un consensus entre les acteurs principaux s'avèrera plus difficile.

D'après mon expérience de parlementaire à l'AMP, le travail multilatéral sur les Objectifs de développement durable (ODD) était souvent éclipsé par les événements en Syrie. Les désaccords politiques dégénéraient en désaccords sur les politiques de développement.

L'instabilité géopolitique peut affecter le traitement d'autres sujets. (Autre exemple : l'Ukraine a porté ombrage sur le G20 de Brisbane, qui était censé se pencher sur la croissance économique durable et la création d'emplois.)



Il est illusoire de penser que les négociations au sujet de l'agenda post 2015 et du changement climatique pourront se tenir en marge des grandes tendances internationales. Afin d'obtenir de bons résultats à Addis-Abeba, à New York et à Paris, il doit exister un certain degré de confiance mutuelle et de bonne volonté entre les principaux acteurs.

C'est loin d'être le cas aujourd'hui. La réalité actuelle est mieux représentée par trois théâtres ; la Russie occidentale, le Moyen Orient et l'Asie orientale.

En Russie occidentale : perceptions erronées, malentendus et complications entre les acteurs principaux de la scène mondiale (États-Unis, UE, Russie), avec des effets de graves répercussions stratégiques sur les deux autres théâtres.

Au Moyen Orient : Syrie (carnage en cours) + Turquie (hésitation à s'engager pour le bien des autres), Libye (désastre) + Égypte (désastre évité de justesse), Palestine (Gaza, gel complet des pourparlers de paix), EIL (Sykes-Picot), pourparlers avec l'Iran sur le nucléaire, chiites-sunnites. Alliances changeantes.

En Asie orientale : l'évolution de la dynamique de la relation triangulaire E. U. Chine Russie (coopération concurrentielle) est un facteur déterminant. Les deux accords sur les gazoducs (Force de Sibérie à l'Est, Altaï à l'Ouest) auront des conséquences à long terme. Japon (révisionnisme). ANASE (succès économique mais néophyte en sécurité). Course à l'armement (tous la font). Péninsule coréenne (tension constante/imprévisibilité).

L'instabilité géopolitique n'épargne pas non plus le contexte des Nations unies. À part un rôle périphérique dans quelques-uns de ces développements, la plupart du temps les Nations unies ont été largement absentes de la ligne de front pour résoudre un quelconque problème. Ceci est dû aux choix délibérés des États membres mais aussi malheureusement parce que le leadership des Nations unies est inefficace.

Dans un monde multipolaire posant des défis croissants de sécurité, de développement et de climat, les Nations unies sont plus nécessaires que jamais.

On note une évolution depuis les OMD (imposés) jusqu'aux ODD (négociés), changement qui se reflète aussi dans les déroulements de la conférence du financement du développement durable à Addis-Abeba et de la COP. 2015 devrait être une occasion en or pour les Nations unies de réaffirmer son leadership sur la scène internationale et de mettre à l'épreuve sa pertinence et son efficacité.

Richard Cooper, professeur d'économie à l'université d'Harvard

Can I ask a clarifying question? Who exactly is charged with the other negotiations you mentioned, sustainable development and financing development? We have a well-defined procedure with the COPs for climate negotiation. What is the counterpart in these two other areas?

Vuk Jeremic, ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU ; ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

It is the General Assembly of the UN, so basically these other two, the Financing for Development compact and the new goals which are to replace the MDGs, need to be adopted in the UN General Assembly, by the member states of the UN, so basically governments with their representatives at the UN.

Richard Cooper, professeur d'économie à l'université d'Harvard



That is also true of the COPs; these are member states of the UN, and you said that communication is very poor. I am just wondering about who are the counterparts of the people at COP who will actually negotiate the financing and the sustainability.

Vuk Jeremic, ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU ; ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

Usually how it works is that the ambassadors in the COP are representatives of the Ministries of Environment, and ambassadors in the UN are ambassadors of the Ministries of Foreign Affairs.

Richard Cooper, professeur d'économie à l'université d'Harvard

They have a demonstrated incompetence, in my experience, in negotiating anything concerning finance.

Vuk Jeremic, ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU ; ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

I come from a country that is definitely not the best organised in the world, from Serbia. We are probably not the worst organised country either. We have absolutely no communication between the Ministries of Foreign Affairs and Environment.